



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 60 - vendredi 23 septembre 2011

### Dans ce numéro :

- « *Trois ans après la faillite de Lehman Brothers...* »
- 10 ans après le 11 septembre, retour sur des débats

## « *Trois ans après la faillite de Lehman Brothers...* »

« *Trois ans après la faillite de la banque d'affaires new-yorkaise Lehman Brothers, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, bien des ministres se sont réunis et reréunis, des milliers de pages de nouvelles réglementations ont été pondues par des crânes d'œuf. Et pourtant, comme il y a trois ans, une atmosphère crépusculaire règne sur les marchés financiers, les banques rechignent à se prêter les unes aux autres, et tout le monde redoute un effondrement soudain sans savoir vraiment d'où il viendra. Sauf que le spectacle de la crise s'est indéniablement déplacé de l'Amérique à l'Europe. Et que les États, emportés à leur tour par un torrent de dettes, ne semblent plus en mesure de pouvoir apporter des garanties crédibles...* » pouvait-on lire le 15 septembre dans l'éditorial du journal *Les Echos*, bref aperçu de la situation elle-même et de l'inquiétude qu'elle provoque dans les milieux économiques et politiques. Et le même journal titrait ce matin, « *Bourses : la débâcle* »...

A l'origine de la déprime qui frappe les Bourses depuis un mois et qui a fait chuter les indices de la moitié de leur valeur se trouve effectivement la crise de la dette européenne, la crainte qu'ont en particulier les porteurs d'actions des banques « exposées » à un risque de faillite de perdre leur mise, voire que ces banques fassent à leur tour faillite. Les banques elles-mêmes rechignent à se prêter de l'argent, une nouvelle crise du crédit interbancaire menace...

Ces craintes sont renforcées par le fait que la croissance est en panne en Europe comme aux États-Unis : selon des prévisions publiées mardi 20 par le FMI : « *la prévision de croissance mondiale est ramenée de 4,3 à 4 % pour cette année, et de 4,5 à 4,3 % pour 2012. Le Fonds n'attend plus que +1,5 % aux États-Unis cette année, et +1,6 % dans la zone euro* ». Pas question de compter donc sur la croissance pour combler les déficits publics aux États-Unis et en Europe et contribuer ainsi à diminuer le poids de la dette. Au contraire, les plans d'austérité s'ajoutent aux effets de la crise, frappent les populations et les appauvrissent - selon une enquête récente, aux États-Unis, le taux de pauvreté ne cesse de s'aggraver et a atteint en 2010 15,1%, le plus haut depuis 1993. Tout cela alimente la marche vers la récession... que certains industriels anticipent, tel PSA, qui vient d'annoncer des « *adaptations* » à la conjoncture dont les intérimaires et les salariés des sous-traitants seront les premiers à faire les frais.

A l'opposé, les profits des multinationales ne cessent de croître. Bien que freinés par la crise, les résultats globaux des entreprises du CAC40 ont progressé de 11% au premier semestre 2011. Quant aux dividendes qui seront versés, leur total devraient être du même niveau que l'an dernier, 40 milliards d'euros : pas question de pénaliser les actionnaires sous prétexte que la valeur de leurs actions dégringole, il faut au contraire les retenir, éviter qu'ils vendent... Aux États-Unis, les entreprises du groupe S&P 500, (indice défini par l'agence Standard & Poor's qui regroupe 500 des principales entreprises US), viennent d'annoncer des résultats records de 200 milliards de dollars pour le seul deuxième trimestre 2011. 59 de ces 200 milliards sont allés aux dividendes, tandis que 109 ont été consacrés par ces entreprises au rachat de leurs propres actions pour en maintenir les cours.

Les dirigeants des grandes puissances et des institutions financières tentent de retarder les échéances, de « diluer » en quelque sorte les inquiétudes des spéculateurs pour juguler la panique sur les places boursières et monétaires. Jeudi 15, cinq banques centrales, dont la FED et la BCE, ont mis à disposition des banques des liquidités en dollars, ce qui a eu pour effet immédiat de faire repartir les bourses à la hausse, valeurs bancaires en tête. Pour un résultat de courte durée : l'incapacité des ministres des finances européens réunis en Pologne vendredi et samedi à trouver un accord sur le plan

***Débat révolutionnaire*** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

d'aide à la Grèce s'est traduite, dès lundi 19, par une nouvelle baisse, au moment où l'agence de notation Standard & Poors dégradait la note de l'Italie.... Après quelques jours de répit, les Bourses replongeaient à nouveau jeudi, suite à de mauvaises nouvelles sur la situation économique US, et alors qu'une nouvelle affaire de titres toxiques éclatait, concernant la banque Dexia, spécialisée dans le prêt aux collectivités locales et aux organismes publics, dont les hôpitaux... A chaque jour son pas de plus dans la crise.

## De la purge inévitable à l'effondrement possible

*Les Echos commentaient ainsi l'intervention des banques centrales : « Les pompiers sont de retour. Que la date ait été ou non choisie exprès, c'est trois ans jour pour jour après le début de la Grande Récession, symbolisée par la faillite de Lehman Brothers, que les banques centrales ont décidé, hier, de jeter un grand seau d'eau froide pour refroidir les marchés.*

*[...] Par son ampleur, elle dit en creux que la finance, européenne principalement, n'était pas loin d'un véritable accident. Nous avons eu chaud ! Elle montre ensuite où se trouve actuellement le pouvoir efficace : la puissance aux banques centrales ; l'impuissance aux gouvernements, qui n'arrivent plus à se faire entendre depuis des mois...*

*[...] Cette intervention, même concertée, change-t-elle pour autant durablement la donne ? Non, et c'est d'ailleurs l'exacte réplique de ce que les banques centrales ont déjà fait depuis 2008. La fièvre baisse, les médecins achètent un peu de temps, mais le malade n'est pas guéri. Le point de départ de la crise de ces dernières semaines n'est pas bancaire, mais politique. C'est encore et toujours la question des dettes souveraines, du bon mix entre le redressement des comptes publics et la croissance, et de l'incapacité des gouvernements à appliquer les mesures prises en commun le 21 juillet dernier, entre autres pour la Grèce. Tant qu'une sortie par le haut ne sera pas trouvée, les opérations commandos, fussent-elles bienvenues, n'arriveront pas à inverser le courant ».*

Les dirigeants politiques des grandes puissances savent tous depuis longtemps que leur politique ne fait que repousser les échéances sans supprimer le risque de faillite de certains pays, à commencer par la Grèce. Tout comme les dirigeants des grandes banques savent parfaitement qu'ils perdront une grande partie de l'argent qu'ils ont misé au casino des marchés obligataires. Et ils entendent bien faire payer la facture par les populations. La pression se fait toujours plus forte pour imposer en Grèce, en Italie, etc., au gré des caprices des marchés obligataires, privatisations et plans de rigueur. L'Union européenne elle-même n'est pas en reste, puisqu'elle se prépare à réduire des 3/4 l'aide alimentaire aux associations caritatives qui tentent de faire face aux conséquences de l'appauvrissement généralisé des populations. Tandis que sous couvert de « sauver » la Grèce, l'Irlande, le Portugal, etc., tout est fait pour permettre aux banques de se débarrasser de leurs obligations les plus pourries...

Ils voudraient bien éviter un enchaînement qu'ils craignent comme la peste, une panique boursière consécutive à l'annonce d'une faillite de la Grèce, par exemple. Les sommes -relativement faibles au regard du total des valeurs qu'elles traitent- que perdraient les banques dans cette faillite ne les mettraient certainement pas en péril. Mais le risque est que cette perspective n'incite les porteurs des titres de ces banques à s'en débarrasser et que ce phénomène, alimenté par ailleurs par les craintes d'une nouvelle récession, ne se traduise par un effet domino, aussi bien sur les marchés des actions, en particulier bancaires (effondrement des capitalisations boursières, risques de rachats, etc.) que sur celui des obligations, sur lequel les taux d'intérêt concernant les emprunts d'autres pays, Irlande, Portugal, Espagne, Italie... s'envoleraient à leur tour, entraînant ces pays à la faillite... Les pertes qui en résulteraient alors pour les banques concernées seraient sans commune mesure avec celles qui résulteraient d'une faillite de la Grèce, et entraîneraient très certainement ces banques, à leur tour, à la faillite...

Alors oui, une situation « pire que 2008 »... Car si en 2008, les banques minées par une accumulation de titres dérivés des valeurs « subprime » ayant perdu toute valeur avaient pour la plupart évité la faillite, c'était grâce à l'intervention massive des États qui avaient injecté des milliers de milliards de dollars et d'euros dans les circuits financiers... au prix d'une aggravation massive d'un endettement public qui est la cause directe de la crise actuelle et qui rend par là même difficile une nouvelle intervention des États, une spirale de crise dont les maîtres du monde ont bien perdu la maîtrise.

## L'économie de l'endettement généralisé

Aujourd'hui, la dette publique atteint des proportions énormes. En Grèce, elle s'élève à 169 % du PIB, et le FMI prévoit qu'elle devrait atteindre 188 % en 2013... Les « aides » de l'UE, de la BCE et du FMI, les plans d'austérité n'y changent rien : pour payer sa dette présente, la Grèce n'a pas d'autre solution que d'emprunter à nouveau en l'aggravant nécessairement... En Italie, le gouvernement multiplie les attaques contre la population au prétexte d'enrayer les attaques spéculatives sur sa dette, qui atteint 1900 milliards d'euros, 120 % de son PIB... Au premier trimestre 2011, la dette de la France s'élevait, selon l'INSEE, à 1641 milliards d'euros, 85% du PIB. Elle avait augmenté de pratiquement 55 milliards en un trimestre, ce qui donne une idée de l'emballement fou de l'endettement public. Quant aux États-Unis, leur dette, qui approche les 15 000 milliards de dollars, de loin la plus élevée, a dépassé en août les 100 % du PIB... Le FMI estime à 200 milliards d'euros les sommes nécessaires à renflouer les banques européennes, françaises et allemandes en particulier, principales détentrices de la dette grecque et italienne, pour faire face à une faillite de la Grèce et à sa cascade de conséquences. Cela permet de se faire une idée de la gravité de la situation, telle que l'évaluent les dirigeants de ce monde.

---

Mais cette situation n'est pas un accident de parcours, le résultat d'erreurs de gestion et de manque de prévoyance comme certains nous l'expliquent. Elle est l'aboutissement logique de trente ans de mondialisation libérale. Le crédit est un des rouages essentiels du capitalisme. Il est au cœur du système de production : les investissements nécessaires à celle-ci précèdent nécessairement la vente des marchandises, et c'est en les empruntant à une banque ou en les « levant » sur des marchés financiers qu'un industriel peut se procurer les capitaux nécessaires, qu'il remboursera, avec intérêt, lorsqu'il aura réalisé son profit, c'est-à-dire vendu sa production. L'endettement est aussi au centre des réseaux d'échange et de distribution : un État, une collectivité, une personne ne peut acheter une marchandise dont le coût dépasse ses moyens financiers immédiats qu'en étalant le paiement dans le temps, par le biais d'un crédit, et moyennant intérêt...

Dans la fable, la fourmi attend d'avoir remboursé son crédit en cours pour en prendre, éventuellement, un autre, et tout se passe bien... La réalité est toute autre, la crise est là pour le prouver.

Nombreux sont les travailleurs qui savent, par expérience, que le surendettement qui les frappe n'est pas le résultat d'un comportement irresponsable, mais bien du fait que les salaires ne permettent pas de faire face aux besoins élémentaires. D'après l'agence Reuter, aux États-Unis, depuis 2007, « *les crédits renouvelables (automobile, université...) ont progressé de 11,2% à 1.670 milliards de dollars : la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis 2005 ! Conclusion : les ménages américains peinent à se désendetter même si leur anxiété est palpable lorsqu'ils font leurs courses. [...] Selon la Fed, la dette totale des consommateurs - crédits immobiliers inclus - a reculé de 0,4% au deuxième trimestre de 2011, à 11.400 milliards de dollars. Cela ne représente qu'un repli de 8,6% par rapport au sommet historique de 12.500 milliards de dollars atteint au troisième trimestre de 2008. Cet été, la dette fédérale, inscrite à 14.300 milliards de dollars avant le relèvement de son plafond au début août, a fait trembler les marchés. Mais aux États-Unis, l'endettement des ménages fait aussi frémir les entreprises.* »

Si les entreprises frémissent, c'est bien parce que pour vivre décemment, normalement, les ménages n'ont pas d'autre choix que de s'endetter. Pour que les populations appauvries par la crise et les plans d'austérité continuent à absorber les marchandises qui inondent les marchés, et ainsi permettent aux industriels de réaliser leurs profits, les banques leur accordent crédit sur crédit, au risque de les rendre « insolubles ».

Ce mécanisme du crédit n'est pas un simple échange de bons procédés dans lequel l'intérêt serait, comme nous l'expliquent les économistes libéraux, le « salaire » du service rendu par le prêteur à l'emprunteur. Il est un formidable moyen de siphonner les richesses produites par le travail humain vers les coffres de ceux qui détiennent le quasi monopole du prêt : les banques, les compagnies d'assurances, les fonds d'investissements. Part des profits industriels, lorsqu'il s'agit d'investissements productifs, sous forme de prêts aux entreprises ; part des salaires, des revenus du travail, lorsqu'il s'agit de prêts individuels ; et encore part des salaires et des revenus, par le biais de l'impôt, lorsqu'il s'agit de dette publique...

Le système financier est bien l'instrument de l'accaparement de la plus-value par les classes dominantes.

Avoir sa part du gâteau, c'est posséder des titres de dette, des obligations, ou des titres de propriété, des actions... Mais pas besoin pour cela de prêter directement de l'argent à un débiteur quelconque. Grâce aux marchés financiers, il est possible d'acquérir des titres, de les revendre pour récupérer de l'argent afin de le placer ailleurs, sur des titres dont on espère un meilleur rendement, de meilleurs taux d'intérêts. On peut même emprunter à un taux faible pour acquérir des titres rapportant plus. Les banques bénéficient d'ailleurs en permanence d'un tel « effet de levier », puisqu'elles peuvent emprunter aux banques centrales à des taux bien inférieurs à ceux qu'elles pratiquent à leurs clients...

La valeur d'un titre est une anticipation sur un profit futur, elle dépend de l'estimation que font les acheteurs du profit qu'ils pensent tirer de sa possession. Les acheteurs éventuels seront d'autant plus nombreux que les perspectives de profit leurs semblent bonnes, la valeur du titre va augmenter. Par contre, que ces espoirs s'étiolent, il y a de plus en plus de vendeurs, la valeur du titre dégringole... Une aubaine pour les spéculateurs, qui vont acheter et vendre des titres, non pas dans la perspective des intérêts qu'ils pourraient en tirer à terme, mais en profitant de la fluctuation de leur valeur pour gagner de l'argent en achetant pour revendre plus cher, de façon quasiment instantanée. Cette pratique est devenue sous le nom de « trading » une activité particulièrement lucrative des banques.

La période de croissance qui commença en 2003 et a conduit à l'éclatement de la crise en 2007 est avant tout une période de croissance de la dette et de ses transactions. La croissance industrielle des pays émergents a produit un accroissement des profits industriels, qui a suscité un accroissement bien plus considérable des transactions financières, autrement dit du trafic de la dette. Les perspectives de profit ont semblé illimitées aux spéculateurs. Tous les marchés financiers sont partis à la hausse. La valeur d'échange des titres s'est envolée, constituant des bulles spéculatives, au risque, comme cela s'est produit en 2007 avec l'éclatement de la crise des « *subprime* », de mettre tout l'édifice en péril...

Car si cette cavalerie financière a permis aux banques et aux holdings financières qui sont à la tête des multinationales de réaliser des profits sans précédents, elle a aussi accumulé de nouvelles contradictions : les populations endettées s'appauvrissent toujours plus, les inégalités sociales se creusent, la surproduction devient chronique. Une masse de plus en plus considérable de capitaux se détourne des investissements industriels de moins en moins rentables pour se livrer en grand à la spéculation financière, au casino des « marchés »...

---

Trois ans après Lehman Brothers, rien n'a fondamentalement changé, cette logique destructrice s'est au contraire aggravée. L'économie repose sur un océan de dettes qui ne cessent de grossir. Le système financier est à nouveau au bord du précipice, aboutissement logique d'une économie de l'endettement généralisé.

## La crise, seul régulateur de l'économie capitaliste

Aujourd'hui, à nouveau, des masses de titres disséminés dans les banques et les institutions financières sont menacés de perdre toute valeur du fait de l'insolvabilité de pays comme la Grèce, mais aussi des populations endettées. Les boursicoteurs craignent de perdre leur mise, cherchent à se débarrasser de titres qu'ils estiment à risque, et déclenchent du même coup une spirale à la baisse. La capitalisation boursière s'effondre. Les bulles spéculatives se dégonflent, des milliards partent en fumée...

Derrière cette purge, il y a le rappel brutal que les capitaux ne peuvent pas se démultiplier autrement que par la valeur ajoutée par le travail humain. Investi dans la production d'une marchandise, le capital augmente de la valeur ajoutée par le travail humain. Une part de cette valeur ajoutée sert à payer les salaires. L'autre, la plus-value, va au capitaliste, au profit. Mais ce profit ne peut être réalisé que si la marchandise peut être vendue. Et son montant dépend de l'état de l'offre et de la demande, autrement dit de la concurrence que se font les capitalistes. Cela les pousse à baisser sans arrêt leurs coûts de production pour pouvoir baisser les prix de vente, tout en maintenant leur profit. Pour cela, il n'ont de cesse de « baisser le coût du travail ». Ce faisant, ils diminuent le pouvoir d'achat des travailleurs, la « demande solvable »... Cette « logique » de l'économie de marché conduit à la surproduction, à la crise, à un blocage dont les capitalistes ne peuvent sortir qu'en « ajustant » l'offre à la demande, autrement dit en fermant des usines, en licenciant des travailleurs, en détruisant une partie des moyens de production. Cette purge à pour effet de remettre le système en route. L'offre s'étant effondrée au delà de ce qui était nécessaire, les profits repartent à la hausse, le secteur auparavant touché par la crise attire à nouveau des capitaux, et ça repart pour un tour... jusqu'à la prochaine crise.

La crise n'est pas seulement le résultat du fonctionnement « normal » du capitalisme, elle en est l'élément régulateur. C'est à travers les crises que le capitalisme se « purge » des effets de ses contradictions, sans pour autant y échapper.

L'ampleur, la globalité, la force destructrice de la crise actuelle est à la mesure de l'extension prise par le capitalisme au cours de trente ans de mondialisation libérale, de concentration entre les mains d'une poignée d'oligarques financier de titres de propriété qui leur donnent le contrôle de l'économie mondiale. Alors que dans un pays riche et moderne comme les États-Unis 1 habitant sur 7 vit en dessous du seuil de pauvreté, que dans les pays les plus pauvres règnent la famine et les épidémies meurtrières, des usines ferment, des milliards sont engloutis dans les jeux des casinos boursiers...

Il y a un siècle et demi, Marx et Engels écrivaient, dans le *Manifeste du parti communiste* : « *Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. - Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir... »*

Les contradictions accumulées par le capitalisme au cours de ces dernières décennies de mondialisation libérale débouchent aujourd'hui sur une grande crise, la grande purge, seul moyen que le capitalisme connaît pour « réguler » sa folle course au profit. Avec un coût humain, matériel, économique qui sera considérable...

A moins que les « *forces productives sociales* », les travailleurs, ne s'en mêlent, n'hésitant pas à mettre en cause « *l'existence de la propriété bourgeoise* ».

## Nationaliser les banques, oui, mais pas pour les renflouer

Conscients que la purge est inévitable, les capitalistes, leurs représentants politiques, leurs économistes se préparent à sauver l'essentiel, c'est-à-dire les grandes institutions financières, banques, assurances, dans lesquelles se concentre l'essentiel des richesses mais aussi du pouvoir des classes dominantes. Alors que celui-ci est de plus en plus entre les mains des milieux financiers, la faillite d'une banque, bien plus qu'une perte financière, est l'expression la plus directe de la faillite politique d'une classe.

« *Sauver les banques* » est une mission politique centrale pour les États, et divers débats agitent les milieux économiques sur la façon d'y parvenir, certains économistes libéraux allant jusqu'à envisager des « *nationalisations* ». Pas question, bien entendu, d'exproprier les actionnaires. Il s'agirait, pour l'État d'apporter des capitaux frais (empruntés par ailleurs...) en échange d'une part plus ou moins importante d'actions. Pour d'autres, il s'agirait de « *recapitaliser* » les banques,

---

autrement dit leur fournir, toujours aux frais du contribuable, les capitaux nécessaires. Les patrons des banques, pour leur part, jurent leurs grands dieux qu'ils ont les capitaux suffisants pour faire face à la situation, qu'ils n'ont besoin de rien... Il est vrai que l'annonce, il y a quelques jours, par Christine Lagarde, la nouvelle patronne du FMI, que 200 milliards d'euros seraient nécessaires pour « recapitaliser » les banques européennes, au lieu de rassurer les marchés, s'était traduite par un nouvel effondrement des Bourses...

Mais, quel que soit le mot, « *nationalisation* » ou « *recapitalisation* », il s'agit de renflouer, une nouvelle fois, le système bancaire, au prix d'un nouvel endettement, et cela alors même que c'est cet endettement qui est la cause de la crise. Le fait de refinancer les banques privées par le biais des banques centrales ne fait que déplacer le problème, c'est toujours, finalement, le contribuable qui paiera la facture.

Les candidats à la primaire du PS n'ont pas de politique différente à proposer. Aucun, même pas Montebourg, pourfendeur de la mondialisation au nom de valeurs nationales aux relents réactionnaires, ne remet en cause la nécessité de lutter contre la dette et les déficits. Royal promet de faire entrer l'État dans le capital des banques qu'il a renflouées en 2008. Montebourg envisage d'aller « *un tout petit peu plus loin* » dans la taxation des transactions financières (0,1% au lieu de 0,05%) et d'affecter le produit de cette taxe au paiement de la dette...

Mélenchon, pour sa part, renvoie à juste titre dos à dos « recapitalisation » et « nationalisation » - « *Soit on leur donne de l'argent ou des garanties gratuitement, soit on nationalise leur dette, ce qui revient au même : c'est le contribuable qui paye. C'est donc deux fois la même mauvaise solution. Il est piquant de voir que les banques veulent se soustraire à la loi du marché. Qu'elles se débrouillent ! C'est à l'État de mettre en place un pôle public bancaire qui se substitue à elles pour financer l'économie* » -, mais il propose en fait de laisser cohabiter deux systèmes : un secteur bancaire privé, dans lequel les spéculateurs pourraient continuer leurs jeux, « *se débrouiller* », et un pôle public, pour « *financer l'économie* »... Ces nationalisations sont du même genre que celles réalisées par Mitterrand. Elles ne peuvent aboutir qu'au même résultat : renflouer les intérêts des actionnaires. Quand à la dette, Mélenchon n'envisage même pas un moratoire et un audit, il se contente de reprendre l'idée de la taxation du capital pour financer une partie de son remboursement.

### **« Effacer la dette » pour répondre à l'urgence sociale et démocratique**

Pour sauver l'essentiel, les capitalistes envisagent aussi un rééchelonnement de la dette, voire de l'effacer au moins en partie, comme cela a déjà été envisagé à hauteur de 37 milliards dans le cadre de l'accord européen du 21 juillet concernant la dette grecque. C'est une part de la solution, mais une part qui, si elle ne va pas jusqu'au bout, l'annulation pure et simple de la dette, ne fait que repousser le problème sans le résoudre.

La première des urgences, au moment où les États consacrent à nouveau des centaines de milliards à renflouer les banques, c'est bien sûr de dire stop aux plans d'austérité, d'exiger que ces milliards soient consacrés à satisfaire les besoins de toute la population, en augmentant les salaires, en embauchant massivement dans les hôpitaux, les écoles, les services publics utiles à la population. C'est exiger l'interdiction des licenciements, exiger le partage du travail entre tous.

Financer de telles mesures exigent l'arrêt immédiat du remboursement de la dette publique. C'est la seule façon de sortir de la spirale de l'endettement, et cela permettrait en même temps de dégager des sommes considérables qui pourraient être utilisées immédiatement pour, par exemple, remettre à flot le système de protection de la santé détruit par la politique du gouvernement, sous prétexte de déficit chronique. Pour les classes populaires, annuler la dette est une question vitale, un obstacle à lever sur le chemin de la satisfaction des besoins sociaux les plus élémentaires.

Avec le développement de la crise de la dette et de ses conséquences, la défense des intérêts des travailleurs et des classes populaires, de toute la société, implique d'intervenir dans un domaine « réservé », celui de la propriété privée financière. Annuler la dette publique, c'est bien évidemment contraindre les banques, les fonds d'investissement qui en détiennent les titres à faire leur deuil du capital et des intérêts correspondants. C'est contester le pouvoir qui leur est conféré par leurs titres de propriété sur le capital... Aller jusqu'au bout de cette incursion, c'est exproprier les banquiers et non pas les laisser « *se débrouiller* », fermer les Bourses et autres marchés financiers totalement parasites, et transformer le système bancaire privé en un pôle bancaire public placé sous le contrôle direct de leurs employés et de la population. Ce contrôle démocratique est la seule garantie pour que les économies de millions de travailleurs ne partent pas en fumée dans la débâcle qui s'annonce.

Poser la question de l'urgence sociale, de la prise de contrôle démocratique du système financier par la population, c'est aussi poser la question démocratique, de qui décide dans la société, de ceux qui créent toutes les richesses par leur travail, ou de la poignée de parasites financiers dont la rapacité conduit la société à la ruine. C'est poser la nécessité d'un gouvernement des travailleurs et de la population, seul capable de mettre en œuvre une telle politique.

**Daniel Minvielle**

**[Au sommaire](#)**

---

# 10 ans après le 11 Septembre, retour sur des débats

Lors de la commémoration des attentats du 11 septembre 2011, les dirigeants de l'impérialisme ont tenté de redonner crédit aux raisons qu'avaient alors invoquées Bush et le Pentagone pour s'engager dans un redéploiement militaire qui a abouti aux guerres d'Afghanistan et d'Irak. Obama, lui-même, quoiqu'élusur la base du rejet de cette politique, a assumé sans réserve la continuité de l'ère Bush, choisissant de s'afficher aux côtés de celui-ci lors de la cérémonie à New York, à Ground Zero.

La meilleure façon de répondre, à notre niveau, à cette propagande, et de rappeler la portée de l'événement, du point de vue des intérêts des opprimés, nous a semblé être de publier un texte écrit fin septembre 2001 dans le cadre des discussions de l'époque au sein de la LCR. Une grande confusion régnait alors, juste avant que le gouvernement Jospin ne soutienne l'intervention en Afghanistan qui débuta le 7 octobre 2001. Une grande confusion à gauche mais aussi dans les rangs de l'extrême gauche. Les faits ont tranché bien des débats mais il n'est pas sans intérêt de revenir sur nos analyses de 2001, à l'heure où l'intervention impérialiste en Libye génère le même type de confusion.

*Galia Trépère*

## Texte sur la situation internationale et ses conséquences pour le mouvement antimondialisation

1. « *L'ordre mondial, qui repose sur la superpuissance américaine, est mis à mal.* », cette citation du *Monde* résume le fait majeur que révèlent les attentats du 11 septembre. C'est un fait dont il nous faut prendre la mesure car il conditionne l'ensemble des rapports politiques et leur évolution. En prendre la mesure signifie situer l'événement dans les transformations en cours, conséquences de la mondialisation, c'est-à-dire du libéralisme impérialiste qui s'est imposé à l'échelle mondiale. Cette question vient au cœur des débats de l'organisation sur la mondialisation. Ce texte ébauche des éléments de réponse en vue de définir les axes politiques de notre intervention.

2. Les attentats de New York s'inscrivent dans l'évolution de la politique de l'impérialisme dominant comme une de ses conséquences. C'est elle qui les explique, qui donne à cette folie barbare sa rationalité, comme en retour, ils agissent sur elle en révélant et accélérant les transformations en cours tant politiques que sociales et économiques. C'est cette boussole qu'il nous faut garder pour comprendre par-delà la propagande et les masques idéologiques en nous situant du point de vue démocratique, celui des intérêts des travailleurs et des peuples.

3. Les attentats interviennent au moment où l'économie mondiale et plus particulièrement l'économie américaine connaissent une inversion de tendance. C'est en les replaçant dans cette courbe évolutive de la situation mondiale que l'on peut tenter d'en mesurer les effets. Il ne s'agit pas de tenter de prédire les étapes à venir, ni même de décrire différentes hypothèses. Mais de prolonger la courbe pour dégager les tendances afin d'apprécier les conditions nouvelles de la lutte de classe. La mondialisation était déjà la question clé par rapport à laquelle se définissent les différentes forces politiques. Les préparatifs de guerre obligent chacun à dire sa vérité.

4. Les attentats marquent « un nouveau basculement du monde », dix ans après la fin de la guerre froide. L'impérialisme ne bénéficie plus de cet allié, cause expiatoire de tous les maux du monde qui acceptait de faire la police contre les peuples et les travailleurs, la bureaucratie stalinienne. Ce facteur réactionnaire, élément indispensable du maintien de l'ordre impérialiste, s'est effondré, privant les USA de cet allié complaisant, irremplaçable, à la fois bouc émissaire, excuse, justification et gendarme. Pour faire face à ce vide, les USA ont utilisé pour leur propre compte les restes recyclés des appareils d'État du camp soumis à la bureaucratie ou dépendant d'elle, comme dans l'ex-Yougoslavie. Ils ont aussi utilisé les forces réactionnaires susceptibles de soumettre les peuples comme en Afghanistan.

5. Lui explosent aujourd'hui en pleine face ses propres créatures, les régimes réactionnaires qu'il a aidés, financés contre les masses pour garder la maîtrise de la situation au moment de l'effondrement de l'URSS et de l'intégration au marché mondial des États nés de la révolution coloniale. Le régime des talibans en Afghanistan en est l'illustration comme Ben Laden.

6. L'objectif du redéploiement américain est de maintenir son hégémonie sur le monde, hégémonie conquise au prix de deux guerres mondiales, des guerres coloniales puis d'un état de guerre endémique. En fait, cette nouvelle stratégie prend acte de son affaiblissement ou, plus précisément, va obliger l'état-major de l'impérialisme à prendre acte des nouveaux rapports de force. La fin de l'URSS et les transformations opérées par la mondialisation ouvrent ainsi une période plus tendue de contestation de l'hégémonie américaine. Les discours de Bush sur la « croisade » et de « l'état de guerre » ont une logique dont les USA n'ont pas la maîtrise. Les préparatifs de guerre créent leurs objectifs dans le même temps qu'ils se déploient. Le Pentagone ne maîtrise pas les engrenages de ce que lui-même est en train de mettre

---

en route. Il le sait, d'où les changements de discours, les hésitations. Mais le plus probable est qu'il fasse le choix de laisser se créer, voire de créer, une situation justifiant une possible escalade militaire.

7. La riposte « *va être large, politique, économique, diplomatique, militaire, elle sera non conventionnelle* », a déclaré Powell indiquant que la stratégie nouvelle serait globale. Elle ouvre une nouvelle période de tensions et de militarisme. Il ne s'agit pas d'une simple opération de police internationale. Les dirigeants de l'impérialisme sont devant une situation nouvelle, inédite dont ils intègrent les données au fur et à mesure de la marche des événements. Sous couvert de lutte contre le terrorisme qui remplace la lutte contre le communisme, ils mettent en œuvre une nouvelle offensive contre les peuples pour gagner des positions nouvelles, construire de nouvelles alliances plus solides, asseoir leur domination. Les objectifs politiques sont essentiels et le déploiement militaire doit les servir. George W. Bush a insisté sur la « patience » dont les Américains allaient devoir faire preuve. « *Je ne déciderai pas d'un acte symbolique. Notre réponse doit être totale, soutenue et efficace. Nous avons beaucoup à faire et beaucoup à demander au peuple américain. Nous demandons votre patience, car le conflit ne sera pas court... La route vers la victoire sera peut-être longue.* »

8. La route sera longue et surtout les dirigeants US ne savent ni où elle conduit ni les accidents de parcours. Cette route, personne ne sait grand-chose d'elle si ce n'est qu'elle s'inscrira dans la redéfinition des rapports entre les grandes puissances et entre elles et les autres États. Le fait que les USA ne peuvent seuls assurer le maintien de l'ordre mondial a pour conséquences la recherche d'alliés, donc le besoin d'associer à sa politique non seulement le monde occidental mais aussi la Russie, la Chine, l'Inde... George W. Bush a ainsi déclaré : « *Nous allons continuer à collaborer avec le Pakistan et l'Inde. Nous allons aussi travailler avec la Russie. Nous comptons tisser des liens avec des nations qui nous étaient hostiles, il y a quelques années.* » Mais qui dit allié dit concessions, et en conséquence, vont se redessiner de nouvelles zones d'influence. Le monde se dégage de la division en deux blocs pour tendre à se restructurer autour des nations dominantes.

9. Cette redéfinition des rapports internationaux est l'inévitable conséquence de la mondialisation. Au centre de ces redéfinitions, se trouvent la question de la construction de l'Europe et, en corollaire, celle des rapports Europe-Amérique, et la question de qui dominera l'Asie, du Japon ou de la Chine. Ces questions vont se poser avec plus d'acuité ayant pour effets immédiats, tensions, pressions, remontée nationaliste... Les effets en retour de la nouvelle situation politique mondiale sur la situation économique sont difficiles à apprécier, si ce n'est qu'il y a accélération et amplification des facteurs convergeant vers une récession, voire un krach. Les tensions entre États et les tensions sociales qui vont en résulter amèneront les États à une intervention croissante dans le domaine économique pour soutenir l'effort d'investissement de leur bourgeoisie, de leurs multinationales afin de faire face à une lutte plus âpre pour les marchés. Cette intervention visera à alimenter les sources de profits du capital financier, sa voracité parasitaire, en aggravant la contradiction fondamentale de l'économie. La construction d'une Europe politique, « étatique » devient une nécessité pressante pour que celle-ci cesse de rester spectatrice, avec tout ce que cela peut avoir comme effet déstabilisant, de crises pour les différents États rivaux.

10. Les différentes puissances impérialistes n'ont aucune réponse adéquate aux problèmes auxquels elles sont confrontées, aucune solution adéquate, c'est-à-dire démocratique respectant les droits des peuples. Cela signifie que les transformations en cours créent des déséquilibres, des tensions, des instabilités et des crises à travers lesquelles les consciences des peuples elles-mêmes seront amenées à se transformer. La lutte de « la liberté contre la peur », la lutte pour les droits démocratiques ne pourrait avoir de sens que si les intéressés prennent leur propre destin en main contre les maîtres du monde.

11. Du point de vue des évolutions des consciences du monde du travail et de la jeunesse dans les pays riches, ici, en France en particulier, on assiste à un approfondissement des évolutions qui s'étaient manifestées au début de l'été tant à Gênes que dans la lutte contre les plans sociaux. D'autant que les ravages du laisser-faire au service du libéralisme financier frappent les salariés non seulement par les drames des plans sociaux, de la misère mais aussi dans leur chair même par la dégradation des conditions de travail et de sécurité dont la catastrophe de l'usine AZF de Toulouse est la terrible conséquence.

12. Ce qui implique que la lutte contre la mondialisation impérialiste soit comprise d'abord comme la lutte entre capital et travail, entre patronat et salariés, lutte politique qui englobe la lutte contre le gouvernement et l'État qui servent les classes dominantes.

13. La politique des USA, avec moi ou contre moi, oblige les différents courants politiques à l'union sacrée par-delà les frontières. Cet impératif catégorique de la pensée unique et de la politique unique, au nom de la toute-puissance de l'économie de marché, oblige les hommes politiques de droite comme de gauche à bien des contorsions dont celles de Hue ou de Chevènement sont une caricature. Mais celles de Jospin ou Chirac hier pleins de compréhension à l'égard des manifestants de Gênes et aujourd'hui fidèles soutiens des USA sont du même acabit. Le mouvement antimondialisation est rattrapé par les questions politiques qui imposent des clarifications, des démarcations.

14. Les attaques dont sont l'objet ceux qui contestent la mondialisation impérialiste visent à intimider. Loin de se jusatifier, il convient de dénoncer ceux qui nous criminalisent parce qu'ils nous craignent car c'est leur propre vérité qu'ils craignent. Ils nous craignent parce que nous sommes une force subversive, démocratique, qui ne craint pas de

---

dénoncer la propagande, l'hypocrisie des hommes politiques, forte de son indépendance morale, intellectuelle et politique vis-à-vis de l'ordre bourgeois.

15. Le nouvel internationalisme n'est pas une conscience morale, mais bien une politique correspondant aux intérêts des travailleurs et des peuples. Il ne dénonce pas les projets militaires d'un simple point de vue pacifiste conseillant un isolationnisme impossible à notre propre bourgeoisie, mais considère celle-ci et ceux qui la servent comme son principal ennemi. Nous opposons à l'union sacrée des partis qui servent les classes dominantes, l'union pour les droits démocratiques des peuples. Nous n'acceptons pas plus « le patriotisme économique » auquel Jospin convie les travailleurs juste au lendemain de la catastrophe de Toulouse que le patriotisme tout court. Les travailleurs ont des intérêts irréconciliables avec ceux des classes dominantes comme de leurs serviteurs politiques.

16. Nous sommes confrontés à une nouvelle période de l'histoire du capitalisme, inédite qui rend caducs bien des raisonnements hérités de la période antérieure. Nous avons à écrire une nouvelle page des luttes du mouvement ouvrier. À l'issue des vingt années de libéralisme économique, les conditions sociales et politiques de l'émergence d'un parti démocratique et révolutionnaire existent.

17. Nous sommes en train de prendre conscience du rôle que les révolutionnaires peuvent jouer, des enjeux actuels. La nouvelle lucidité d'une fraction du monde du travail nous renvoie une image de nous qui n'est plus celle de gauchistes minoritaires mais bien d'un nouveau courant politique jouissant d'une large sympathie. Nous ne sommes plus les critiques de la social-démocratie devenue le social-libéralisme et du stalinisme effondré mais bien l'aile marchante d'une remontée du mouvement ouvrier, préparant sa renaissance. Il devient possible de faire du travail politique notre véritable travail de masse, gagner les consciences à l'idée de la nécessité d'une transformation révolutionnaire. Même dans les luttes quotidiennes le moindre acquis ne sera défendu ou conquis que par les méthodes de la lutte de classe.

18. Notre politique afin d'aider à cette émergence d'une nouvelle force démocratique et révolutionnaire définit nos tâches de construction dans le cadre large de la contestation de la mondialisation impérialiste.

Nous entendons œuvrer dans la mesure du possible à regrouper les forces qui se revendiquent de la révolution dans un cadre démocratique permettant efficacité, expression des divergences, débat, confrontation avec la pratique et offrant un cadre ouvert aux travailleurs et aux jeunes qui se tournent vers nous ainsi qu'aux militants et sympathisants en rupture avec la gauche gouvernementale.

Plus largement, nous essayons de regrouper sur les lieux de travail ou les quartiers les forces pour lutter pour les droits sociaux et démocratiques.

Cette politique prend en compte le fait que ces droits sont de plus en plus incompatibles avec la perpétuation de la domination de l'oligarchie financière. La défense conséquente de ces droits nécessite une rupture avec l'ordre établi. Les droits collectifs sont incompatibles avec l'appropriation privée.

19. Notre intervention dans le mouvement antimondialisation se situe dans cette perspective générale. Nous ne saurions nous limiter à une définition étroite du mouvement antimondialisation. Il regroupe tout autant les mobilisations des jeunes, l'activité de comités ou des militants d'Attac, les luttes contre les plans sociaux... Quels que soient le niveau ou le lieu de notre intervention en son sein, nous avons une cohérence politique en tant que révolutionnaires. Nous avons une seule orientation, construire un mouvement internationaliste sur des bases de classe et démontrer, illustrer l'incompatibilité entre les droits démocratiques et sociaux comme entre les droits des peuples, l'établissement de relations démocratiques entre les peuples et la domination d'une oligarchie financière qui soumet les États à ses intérêts privés et parasitaires. La mondialisation et ses conséquences dramatiques mettent à l'ordre du jour une nouvelle révolution tout en en créant les conditions sociales et politiques.

***Au sommaire***